



Bagnolet le 22 Janvier 2020

Monsieur Ahmad Ahmad
Président de la Confédération d'Afrique de
Football

Monsieur le Président,

L'Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique a appris que vous avez accepté le choix des autorités marocaines que la Coupe d'Afrique de football en salle se déroule dans la ville d'El Ayoun située au Sahara occidental, territoire non autonome, inscrit par l'ONU sur la liste des pays à décoloniser.

A l'aube de l'année 2020, au cours de laquelle seront commémorées les 60 années d'indépendance de 17 pays d'Afrique, vous vous rendez complice d'une opération de communication du seul État africain qui enfreint la Charte de l'Union africaine en colonisant illégalement une grande partie de l'État voisin, membre de l'Union africaine et refuse au peuple du Sahara occidental le droit de s'autodéterminer en application de la résolution 1514 du 14.12.1960 de l'Assemblée générale de l'ONU.

Alors qu'une compétition sportive internationale doit être un moment de rencontres et d'échanges fructueux entre des peuples, ces journées de la fin janvier 2020 seront le théâtre d'une opération de communication. Car le Maroc, depuis six ans ce mois-ci, expulse du Sahara occidental tout journaliste indépendant, avocat, élu venu y observer la situation.

En effet, depuis janvier 2014 ce sont 275 personnes venues de 20 pays et de 4 continents qui ont été expulsées d'El Ayoun, Dakhla ou Smara parce qu'elles étaient entrées en contact ou avaient rendez-vous avec des Sahraouis. L'AFASPA en tient la liste nominative en collaboration avec une organisation de droits de l'homme sahraouie.

Le Maroc n'est pas qualifié pour organiser une compétition sportive internationale pour la simple raison que la pratique sportive induit des règles à respecter, que la tricherie n'y est pas admise, qu'elle est même sanctionnée. Or le Maroc ne respecte pas les règles « du vivre ensemble » édictées par les grands arbitres internationaux que sont les instances de l'ONU et de l'UA ; qu'il ment en affirmant qu'il a la souveraineté sur le Sahara occidental, contrairement aux arrêts de la Cour Internationale de Justice de la Haye et de la Cour Européenne de Justice.

Monsieur le Président, au travers de cette manipulation, non seulement vous humiliez un peuple, mais vous renoncez à porter haut les valeurs du sport et celles des peuples africains qui ont lutté pour leur indépendance et le droit de vivre libres dans leurs pays.

A l'école du sport vous n'aurez pas « le tableau d'honneur » mais « le bonnet d'âne ».

Jean-Paul ESCOFFIER
Président